

### 33/200. Participation effective et intégration des femmes au développement

*L'Assemblée générale.*

*Rappelant* ses résolutions 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3517 (XXX) du 15 décembre 1975, relative à l'examen et à l'évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

*Prenant en considération* sa résolution 3520 (XXX) du 15 décembre 1975, relative à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, par laquelle elle a notamment proclamé la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix,

*Prenant également en considération* sa résolution 3505 (XXX) du 15 décembre 1975, relative à l'intégration des femmes au processus de développement, et sa résolution 31/175 du 21 décembre 1976, relative à la participation effective des femmes au développement,

*Convaincue* de la contribution substantielle des femmes au développement général de leur pays,

*Ayant présents à l'esprit* les préparatifs de la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

*Ayant également présents à l'esprit* les préparatifs de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui doit se tenir en 1980,

1. *Souligne* l'importance vitale que la participation effective et l'intégration des femmes à tous les secteurs du développement présentent pour le développement économique et social de leur pays;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la participation effective des femmes au développement<sup>193</sup>;

3. *Prie instamment* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, les commissions régionales, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale, et les autres organismes des Nations Unies d'établir, dans le cadre de leur programme de travail, des études orientées vers le développement qui soient axées sur l'effet des politiques de participation effective et d'intégration des femmes au processus de développement, sur le développement général de leur pays, surtout des pays en développement, et sur les moyens de promouvoir de telles politiques, en vue de soumettre ces études dès que possible aux organes préparatoires mentionnés au paragraphe 5 ci-

après et à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session;

4. *Invite* le Comité de la planification du développement, lorsqu'il poursuivra l'examen des éléments possibles d'une stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, à tenir compte de la participation et de l'intégration des femmes au développement;

5. *Prie* le Secrétaire général de porter ces études à l'attention du Comité préparatoire pour la nouvelle stratégie internationale du développement<sup>194</sup> et du Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général de présenter, sur la base des études demandées au paragraphe 3 ci-dessus, un rapport d'ensemble sur la question à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session;

7. *Invite* les gouvernements à :

a) Prendre des mesures en vue d'accroître la participation des femmes à tous les secteurs du développement à tous les niveaux;

b) Prévoir, lors de l'établissement ou de l'exécution des plans de développement, des politiques et des programmes destinés à faciliter l'intégration et la participation des femmes au processus de développement de leur pays;

c) Inclure dans leurs programmes de coopération technique, selon les besoins, des programmes spéciaux visant à promouvoir la participation et l'intégration des femmes au développement.

95<sup>e</sup> séance plénière  
29 janvier 1979

### 33/201. Examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles

*L'Assemblée générale.*

*Rappelant* ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

*Consciente* de ses propres responsabilités, y compris celles que prévoit le paragraphe 3 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, et du rôle qui revient au Conseil économique et social, en particulier aux termes du paragraphe 2 de l'Article 63 et de l'Article 64 de la Charte,

*Rappelant également* sa résolution 32/197 du 20 décembre 1977, en particulier l'alinéa d du paragraphe 5 de la section II et la section V de l'annexe à ladite résolution, et prenant acte des rapports intérimaires que le Comité administratif de coordination a présentés à ce sujet<sup>195</sup>,

*Consciente* qu'il importe d'appliquer intégralement et sans délai injustifié les recommandations formulées dans sa résolution 32/197,

*Tenant compte* de sa résolution 32/114 du 15 décembre 1977, ainsi que des résolutions 2110 (LXIII) et 1978/74 du

<sup>193</sup> A/33/238 et Corr.1.

<sup>194</sup> Voir résolution 33/193, sect. II, par. 1.

<sup>195</sup> E/1978/107, E/1978/144.

Conseil économique et social, en date des 3 août 1977 et 4 août 1978,

*Consciente également* qu'il faut préciser davantage la nature de l'examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles auquel le Conseil économique et social doit procéder aux termes du paragraphe 7 de sa résolution 1768 (LIV) du 18 mai 1973,

*Réaffirmant* la validité entière et permanente du consensus de 1970 énoncé dans l'annexe à la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1970,

1. *Invite* le Secrétaire général à confier au Directeur général au développement et à la coopération économique internationale l'élaboration, sous son autorité et après avoir consulté le Comité administratif de coordination, compte tenu des vues des organes, organisations et organismes concernés, d'un rapport sur les questions d'orientation générale relatives aux activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, rapport qui sera soumis en 1980 à l'examen du Conseil économique et social et, ultérieurement, à celui de l'Assemblée générale;

2. *Décide* que le rapport susmentionné devra étudier en priorité :

a) L'application des résolutions 2688 (XXV) et 3405 (XXX) de l'Assemblée générale, en date des 11 décembre 1970 et 28 novembre 1975, par le Programme des Nations Unies pour le développement ainsi que par les organisations participantes et chargées de l'exécution;

b) Les progrès accomplis dans l'application par le système des Nations Unies des recommandations pertinentes formulées dans la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, en fonction des objectifs énoncés au paragraphe 28 de l'annexe à ladite résolution;

3. *Décide en outre* que le rapport devrait également :

a) Fournir des renseignements sur les questions visées par la résolution 1978/74 du Conseil économique et social, dans la mesure où elles intéressent les activités opérationnelles;

b) Fournir des renseignements et une analyse concernant les questions liées aux activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement afin de permettre à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social d'évaluer et d'encourager les progrès accomplis en vue d'atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 28 de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée;

c) Déterminer comment le système des Nations Unies applique, dans ses activités opérationnelles, les résultats des conférences internationales relatives à l'instauration du nouvel ordre économique international tenues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

d) Formuler des options et proposer diverses manières de procéder, sur la base d'une analyse entreprise à l'échelle du système, en vue de faciliter le rôle directeur des organes délibérants appropriés dans l'exécution des stratégies et politiques définies pour les activités opérationnelles aux fins du développement;

4. *Recommande* que le Conseil économique et social, en examinant le rapport susmentionné, formule également des directives en vue de procéder à de futurs examens d'ensemble des orientations des activités opérationnelles

pour le développement, conformément à la résolution 1768 (LIV) du Conseil;

5. *Prie* tous les organes, organisations et organismes des Nations Unies qui entreprennent des activités opérationnelles pour le développement d'aider le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale à établir le rapport mentionné au paragraphe 1 ci-dessus et de participer, conformément au paragraphe 14 de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, à l'examen du rapport par le Conseil économique et social.

95<sup>e</sup> séance plénière  
29 janvier 1979

### 33/202. Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies<sup>196</sup>

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

*Rappelant* sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, par laquelle elle a engagé le processus de restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies en vue de le rendre plus apte à traiter efficacement et dans une optique globale les problèmes de coopération économique internationale et de développement et de faire en sorte qu'il soit mieux en mesure de répondre aux dispositions de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi qu'à celles de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

*Rappelant également* sa résolution 32/197 du 20 décembre 1977, par laquelle elle a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies,

*Reconnaissant* que le processus de restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies fait partie intégrante des actions qui s'imposent pour assurer la participation équitable, pleine et efficace des pays en développement à l'élaboration et à l'application de toutes les décisions prises dans le cadre du système des Nations Unies en matière de développement et de coopération économique internationale,

*Notant* que, dans le cadre des objectifs énoncés au paragraphe 60 de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies doit assurer le rapport coût-efficacité le meilleur possible dans l'utilisation du mécanisme administratif et des ressources,

*Considérant* que l'application des recommandations formulées dans l'annexe à la résolution 32/197 n'a progressé que lentement dans certains domaines,

<sup>196</sup> Voir également sect. X.B.4, décision 33/448.